

Syrie : les groupes de défense des droits de l'homme condamnent l'exécution sommaire du défenseur des droits de l'homme et ingénieur logiciel Bassel Khartabil

02-août-2017

La famille de Bassel Khartabil, un ingénieur logiciel syro-palestinien et activiste pour la liberté d'expression, a confirmé qu'il a été exécuté sommairement en octobre 2015. Les soussignés des organisations de défense des droits humains condamnent l'exécution sommaire de Khartabil et demandent une enquête sur les circonstances entourant sa mort.

Le 1er août 2017, Noura Ghazi Safadi, épouse de Khartabil, a [annoncé](#) sur Facebook que son mari avait été tué. Elle a écrit : "Les mots sont difficiles à trouver alors que je suis sur le point d'annoncer, au nom de la famille de Bassel et de la mienne, la confirmation de la condamnation à la peine de mort et de l'exécution de mon mari, Bassel Khartabil Safadi. Il a été exécuté quelques jours seulement après avoir été emmené de la prison d'Adra en octobre 2015. C'est la fin qui convient à un héros comme lui".

Le 15 mars 2012, le Renseignement militaire a arrêté Bassel Khartabil et détenu au secret pendant huit mois avant de l'emmener à la prison d'Adra à Damas en décembre 2012. Pendant ce temps, il a été soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements. Il est resté dans la prison d'Adra jusqu'au 3 octobre 2015, lorsqu'il a réussi à informer sa famille qu'il était transféré dans un lieu non divulgué. C'était la dernière fois que sa famille a eu de ses nouvelles.

Sa famille a par la suite reçu des informations non confirmées qu'il aurait pu être transféré à la Cour militaire dans la base de la police militaire à Qaboun à Damas. Ces tribunaux sont connus pour la tenue de procédures à huis clos qui ne répondent pas aux normes internationales minimales pour un procès équitable.

Avant son arrestation, Bassel Khartabil a utilisé son expertise technique pour aider à promouvoir la liberté d'expression et l'accès à l'information par Internet. Il a remporté de nombreux prix, dont le Prix de la liberté numérique de la Censure de 2013 pour l'utilisation de la technologie pour promouvoir un Internet ouvert et gratuit, et a été nommé l'un des 100 meilleurs penseurs mondiaux du magazine de la politique étrangère de 2012 "pour avoir appuyé, envers et contre tout, une Révolution syrienne non-violente".

Depuis sa détention, les groupes de défense des droits de l'homme à l'échelle nationale, régionale et internationale ont fait campagne pour sa libération immédiate et inconditionnelle. Le 21 avril 2015, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a déclaré que sa détention était une violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et a appelé à sa libération, mais les autorités syriennes ont toujours refusé de le libérer.

Les organisations signataires expriment le chagrin le plus profond à la mort de Bassel Khartabil et croient que son arrestation et son exécution subséquente sont le résultat direct de ses travaux en matière de droits de l'homme et ses efforts pour promouvoir la liberté d'expression et l'accès à l'information.

Nous demandons aux autorités syriennes de :

- Révéler immédiatement les circonstances de l'exécution de Bassel Khartabil;
- Mettre fin aux exécutions extra-judiciaires, aux disparitions forcées, aux arrestations arbitraires, et à la torture et autres mauvais traitements ;
- Libérer tous les prisonniers en Syrie détenus pour exercer pacifiquement leurs droits légitimes à la liberté d'expression et d'association.

Signé :

1. Access Now
2. Amnesty International (AI)
3. Fondation arabe d'expression numérique (ADEF)
4. Réseau arabe pour l'information sur les droits de l'homme (ANHRI)
5. Article 19
6. Institut du Caire pour les études sur les droits de l'homme (CIHRS)
7. CIVICUS: Alliance mondiale pour la participation des citoyens
8. Electronic Frontier Foundation (EFF)
9. English PEN
10. EuroMed Droits
11. Front Line Defenders (FLD)
12. La FIDH, dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des Défenseurs des droits de l'homme
13. Centre du Golfe pour les droits de l'homme (GCHR)
14. Hivos International
15. Index on Censorship (L'Indicateur de la censure)
16. Réseau irakien pour les médias sociaux (INSM)
17. Lawyers 'Rights Watch Canada (LRWC)
18. Fondation Maharat
19. Metro Center pour défendre les journalistes au Kurdistan irakien
20. Centre palestinien pour le développement et la liberté des médias (MADA)
21. PAX pour la paix
22. PEN International
23. Reporters sans frontières (RSF)
24. Forum arabe des sœurs pour les droits de l'homme (SAF)
25. Centre SKeyes pour les médias et la liberté culturelle
26. Médias sociaux (SMEX)
27. Centre syrien pour la démocratie et les droits civils
28. Centre syrien pour les études juridiques et les recherches
29. Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM)
30. Syriens pour la vérité et la justice (STJ)
31. Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR)
32. Vigilance pour la démocratie et l'Etat civique
33. Organisation mondiale contre la torture (OMCT), dans le cadre de l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme